

NOS AFFAIRES

Dans le cadre d'une manifestation lycéenne, un groupe de jeunes étrangers à l'établissement force avec une extrême violence la porte d'entrée du lycée en dépit de l'opposition de plusieurs adultes, la porte est dégradée, plusieurs carreaux sont brisés...

L'un des individus secoue et moleste la conseillère principale d'éducation ainsi qu'un surveillant, lève la main sur le proviseur du lycée, l'insulte, le menace et lui crache dessus...

Assisté par l'Autonome de la Seine et son Avocat, le chef d'établissement porte plainte.

Devant le tribunal correctionnel, le jeune homme fait plaider sa relaxe, notre Avocat qui représente le proviseur s'y oppose et demande 200€ de dommages intérêts.

Dans son jugement, le tribunal déclare l'auteur coupable d'outrage envers une personne chargée d'une mission de service public dans l'exercice de sa mission de nature à porter atteinte à sa dignité ou au respect dû à la fonction dont elle est investie à l'intérieur d'un établissement scolaire et ajourne le prononcé de la peine à une audience six mois plus tard ; il déclare recevable et fondé le proviseur dans sa constitution de partie civile et condamne le prévenu à lui payer la somme de 200€ à titre de dommages intérêts.

Un tel ajournement est possible lorsque le reclassement du coupable est en voie d'être acquis, que le dommage causé est susceptible d'être réparé et que le trouble résultant de l'infraction va cesser.

De fait, celui-ci va régler les dommages intérêts ce qui lui permettra d'obtenir une dispense de peine lors de la deuxième audience.

Cette décision satisfait pleinement le chef d'établissement qui remercie l'Autonome de la Seine de son concours et son Avocat de son assistance.